COORDINATION REGIONALE
CGT SANTE ET ACTION SOCIALE PACA

Note du 7 mai 2020

Covid-19, monde d'après :
Du travail « hors les murs » aux libertés envolées

Travail « hors les murs », télémédecine, télétravail, télésurveillance, fin des examens et contrôle continu, primes individualisées, salaire individualisé, bridage d'anges gardiens, restrictions des libertés individuelles… sont quelques unes des problématiques abordées dans cette note en les mettant en lien et en montrant qu'elles font toutes partie d'un même processus que la crise sanitaire actuelle ne fait qu'accélérer.

Nous sommes passés d'une société de souveraineté à une société disciplinaire à partir du 18ème siècle mais qui connait son apogée au 20ème siècle. Le nouveau système n'efface pas le précédent, il se superpose simplement par-dessus. La société disciplinaire se concentre sur l'organisation de grands milieux d'enfermement où l'individu circule entre milieux clos : famille, école, caserne, usine, prison, hôpital etc…

L'objectif est de concentrer et de contrôler l'individu en faisant en sorte qu'il soit toujours dans des cases définies. L'individu circule de case en case, de milieux clos en milieux clos, des jardins avec des murs bien visibles.

Tous ces milieux d'enfermement sont en crise et de nouvelles forces se mettent en place. Les sociétés de contrôle sont en train de remplacer les sociétés disciplinaires. William Burroughs (dans les années 60) et Gilles Deleuze (fin des années 80) sont les premiers à expliquer ce processus.

Contrairement aux milieux d'enfermement, indépendants les uns des autres, les systèmes de contrôle sont tous interdépendants les uns des autres. Les individus circulent entre eux, dans du flux permanent.

Dans les sociétés de contrôlent, il n'y a plus de murs apparents, l'individu restant dans le jardin parce qu'il le veut. Elles ne fonctionnent non plus par enfermement mais par contrôle continu et par communication instantanée.

"Les enfermements sont des moules, des moulages distincts, mais les contrôles sont une modulation, comme un moulage auto-déformant qui changerait continûment, d'un instant à l'autre, ou comme un tamis dont les mailles changeraient d'un point à un autre."

Ont commencé à se mettre en place et vont se développer de nouveaux types de sanctions, d'éducation, de soins… Des hôpitaux ouverts, des équipes soignantes à domicile, des personnes âgées à domicile avec des bracelets pour suivre leurs mouvements, leur pouls…

Donc, on va vers moins de murs mais de plus en plus de contrôle dans tous les domaines. Le pouvoir s'exerce de façon plus douce mais de façon plus insidieuse.

Sur l'éducation, sur la formation, là encore des transformations se préparent. Quand ils annoncent que le bac est remplacé exceptionnellement cette année par un contrôle continu, cela correspond, avec un peu d'avance, là où ils veulent aller. L'idée c'est qu'il n'y ait plus d'avant et d'après mais que ce soit continu.

Pour les travailleurs sociaux aussi, des évolutions sont en cours : bus mobiles, réseaux, micro-structures, équipes de liaison avec les hôpitaux… impliquant une modification des pratiques professionnelles et des dispositifs dans une démarche « hors les murs ». La psychiatrie extra-muros fait son chemin depuis quelques années et va encore évoluer.

Dans la période actuelle de confinement, on voit que la société de contrôle se développe et se superpose par-dessus la société disciplinaire qui est en crise. Le confinement fait partie du système disciplinaire. La dureté de la mise en place du confinement en France est peut être aussi un moyen de valoriser d'autres voies.

Cette période de crise est un laboratoire pour développer certaines technologies et pour accélérer le processus en cours. On voit des prisonniers sortir des prisons avec des bracelets aux pieds. Ils sont enfermés dehors. Et c'est valable dans tous les domaines : « nous sommes enfermés dehors ». Car c'est une forme d'enfermement quand on est tracé en permanence.

On voit que ce changement de sociétés est étroitement lié à une obsession sécuritaire, une volonté de tout savoir, tout entendre, tout contrôler… Il est également lié à des impératifs des marchés.

L'exemple de la chirurgie ambulatoire dans les hôpitaux va dans ce sens. Il s'agit de marchandiser toujours plus la santé, rationaliser davantage et répondre à un souhait également des patients.

On fait une cataracte dans la journée. Il y a même des prothèses qui se font à la journée. Mais leur objectif est de dépasser ce cadre là afin que les actes de soins nécessitant un hébergement se construisent aussi dans la logique de l'ambulatoire avec le développement d'hôtels labellisés hospitaliers mais appartenant à des grands groupes.

On le voit en ce moment pendant la période de Covid, on note une accélération importante du développement de la télémédecine et l'e-santé. D'autres changements profonds arrivent comme le développement de la médecine prédictive, rendu possible par les progrès de la génétique. Cela modifiera considérablement les approches diagnostiques et thérapeutiques, pour un parcours patient toujours plus individualisé. Nous assistons en parallèle à l'avènement de la « smart santé », qui veut placer le patient au centre du système. Il va se voir proposer toujours plus de services notamment sur son smartphone, avec la volonté de faire de chacun de nous des patients connectés. Ce développement s'accompagne de la volonté pour l'instant pas contredite de réduire

la présence humaine, les réductions d'effectifs programmées dans les hôpitaux publics ne sont pour l'instant que suspendues !

Se pose fortement la question de la gestion et la marchandisation des données de santé. Car d'un côté, il y a des progrès de la médecine permettant de répondre à des attentes des patients mais parallèlement on voit des enjeux financiers considérables où les grands groupes se mènent une guerre économique. Google et Amazon investissent des sommes considérables depuis de nombreuses années. Bon nombre de start-up sont également à l'offensive. On avance vers une marchandisation de l'être humain notamment au travers de ses données personnelles qui seront la ressource phare du 21ème siècle après le pétrole et l'or les siècles précédents.

Dans cette société de contrôle qui se met en place, on voit de fausses libertés qui sont plutôt des responsabilités que l'Etat transfère sur les individus : comme sur la prévention où l'Etat veut se désengager avec le principe : le malade est responsable de sa maladie. Ce système implique un accroissement des frais et des pénalités pour le patient. Dans la même logique, le retraité doit être responsable de sa retraite, le chômeur de son chômage, le pauvre de sa pauvreté, le prisonnier de sa condamnation. Comme aux Etats-Unis en ce moment, où des prisonniers purgent leur peine chez eux. Ils sont beaucoup plus contrôlés qu'en prison, aucune intimité, avec un bracelet électronique et toute une série de contrôle. Il n'y a plus l'enfermement des 4 murs de la prison mais il y a un enfermement invisible, parfois plusieurs. En effet, les frais de mise en place des équipements de contrôle au départ, comme le forfait mensuel, sont à la charge des prisonniers qui ont rarement les moyens financiers de se les payer. Donc la plupart sont contraints de s'endetter énormément. Ainsi, ils ne sont plus enfermés dans un bâtiment mais ils sont enfermés dans un crédit. Les différents gouvernements nous font avancer, avec différentes diversions, propagandes ou effet de sidération, vers cette nouvelle forme d'aliénation.

En France, à partir du 1er juin 2020, le gouvernement nous explique que nous avons la possibilité de garder nos enfants mais parallèlement nous apprenons que les droits au chômage partiel vont être fortement réduits. On fait comment ? On s'endette, on fait un crédit ? C'est cela la liberté ? C'est un faux choix et une fausse liberté !

Dans nos établissements, on avance malheureusement vers la mise en place des temps de travail différents par service où l'on voit un service en 7h00, un autre en 7h30, un à 10h00 et un autre en 12h00. C'est un temps de travail à la carte… C'est le passage du moule à la modulation où l'étape d'après est probablement la volonté de mettre en place des horaires individualisés en fonction de chaque agent.

Idem pour les primes. Cette société de contrôle apporte une modulation des temps de travail mais également des rémunérations. On avance à vitesse grand V vers un système avec la mise en place de davantage de primes, à la tête du client, toujours plus arbitraires, toujours plus discriminatoires, toujours plus individualisées…

Dans le même ordre idée, on peut citer les pratiques de la direction du CHU de Nice qui vient de mettre en place unilatéralement un contrat "Spécial Covid" pire que les contrats "Zéro heures" développés par Mac Donald en Angleterre. Mis en place dans le flou le plus total et sans explications, des contractuels se sont retrouvés fin avril avec des salaires compris entre 200 et 700

euros pour un exercice débuté fin mars et alors que leur contrat leur interdit d'avoir un autre emploi.

Dans la période actuelle, et dans la même logique s'accélère la mise en place du télétravail. Au départ, il peut y avoir un effet « nouveauté » où est valorisée l'autonomie potentielle du télétravailleur, où les employeurs font preuve d'une certaine souplesse. Mais rapidement des questions de fonds se posent. Le télétravail est aussi un moyen de casser les murs. Comme celui entre la vie privée et la vie professionnelle. Le télétravail est ensuite un moyen d'accroitre les contrôles sur le travailleur avec toutes les dérives possibles qui pourraient arriver dans un second temps par manque de vigilance collective (géolocalisation, caméras, travail pendant les arrêts maladie…).

Il y a quelques mois, Edouard Philippe s'est dit ouvert au télétravail durant les arrêts maladie. Attention ! Cela signifierait la fin de l'arrêt de travail. Plutôt que nous expliquer que cela constituerait un cadre de reprise progressive, il faut laisser la personne malade se reposer. Et ensuite, il existe des dispositifs dans la loi comme le temps partiel thérapeutique (que certaines entreprises rechignent à mettre en place parce que cela leur demande des efforts d'adaptation à elles), qui donne la possibilité de mettre en place une reprise progressive.

Une autre accélération dans la période : la télésurveillance. "L'intelligence artificielle donne aux autorités un pouvoir jamais égalé : celui de tout voir, tout entendre, partout, tout le temps" : voilà comment commence le documentaire diffusé ces derniers jours sur Arte intitulé "Tous surveillés : 7 milliards de suspects". Au nom de la lutte contre le terrorisme, puis maintenant contre le Covid-19, la course aux technologies de surveillance ne cesse de prendre de l'ampleur (notamment en Chine, aux Etats-Unis et en Europe) et les limites sont sans cesse repoussées.

Le documentaire d'Arte explique : "Suivis, localisés, trackés, plus rien n'échappe à cet œil qui ne dort jamais. Non content de nous scruter jour et nuit, 500 millions de caméras dans le monde prétendent désormais détecter nos émotions, repérer les comportements suspects et même prédire les crimes avant qu'ils ne se produisent".

Cette obsession sécuritaire grandissante aide (et va aider) à la construction de plus en plus visible de régime autoritaire : "Le totalitarisme numérique". Ce désir de protection nous conduit à des violations des droits de l'homme en augmentation croissante. D'où le titre du reportage, une planète habitée par "7 milliards de suspects".

Dans notre région, nous avons Nice, la ville la plus vidéo-surveillée de France. Maintenant se développe la reconnaissance faciale dans cette ville. Une expérimentation que le Maire de la ville aimerait voir se développer dans tout le pays. Maire qui voudrait développer aussi la reconnaissance des émotions.

Certaines entreprises du secteur nous préviennent : « Demain, on n'aura plus besoin de clefs pour rentrer chez soi ou pour aller travailler : les ouvertures se feront par reconnaissance faciale ».

Ils avancent vite, très vite, sans qu'il y ait de véritable débat, en se servant de l'effet de sidération (attentat, crise sanitaire, faits divers...). Le seul choix que nous aurions c'est : moins de libertés pour plus de sécurité.

Une des raisons pour laquelle ils vont aussi vite c'est que le totalitarisme numérique est déjà à l'œuvre dans la plupart des pays à des degrés différents. C'est le contrôle de l'activité de tous les individus. C'est quand nous n'avons plus d'intimité, de vie privée, qu'on peut nous écouter, nous espionner… C'est aussi l'effet de sidération qui fait que peu de gens résistent… Ce sont aussi des hommes qui deviennent des choses… car ils consentent à être des esclaves…

L'argument de Christian Estrosi pour justifier le nombre très important de caméras à Nice : « la France est en guerre à l'intérieur et à l'extérieur ». Pourtant, les caméras n'ont servi à rien lors de l'attentat de Nice, à part filmer l'horreur. Alors pourquoi passer au niveau suivant ? Est-ce une posture politique ? Est-ce aussi un moyen de faire tourner le commerce ? Le problème, c'est qu'il y a de lourdes conséquences sur la durée en jouant sur la peur des gens.

Donc on comprend bien qu'il existe un autre virus extrêmement dangereux : c'est la peur ! Elle se propage de pays en pays, de ville en ville… Et ce marché de la peur fait prospérer le marché de la télésurveillance, mais en même temps ce sont nos libertés qui sont supprimées les unes après les autres.

Que ce soit pour le Covid-19 ou les attentats, l'idée véhiculée est que l'ennemi est caché parmi nous, il peut frapper n'importe qui, n'importe quand. Cette idée met en évidence le caractère paranoïaque de la société. L'idée qu'il faut surveiller tout le monde, tout le temps, c'est avoir une vision du monde complètement apeurée.

Cette crise est instrumentalisée pour banaliser l'utilisation d'outil de surveillance comme les drones avec haut-parleurs pourtant extrêmement attentatoire à nos libertés. Ils peuvent servir à verbaliser, surtout à effrayer les gens mais pas à empêcher la propagation du virus. Et le tout dans un cadre juridique flou, voire inexistant. L'État profite ainsi de l'état de sidération pour imposer ses technologies policières.... A noter la commande de 650 drones ces derniers jours alors qu'on nous dit que c'est provisoire.

Donc, ils habituent la population à de nouvelles autorisations ou interdits, adapter la réglementation aux volontés de l'exécutif. Et ensuite, ils introduisent de nouveaux dispositifs de surveillance, en banalisent l'usage, amènent un tacite ou fataliste consentement social. La banalisation passe, dans un premier temps par un usage déclaré limité, peu intrusif même s'il l'est déjà plus qu'avant pour un pas de plus.

Ensuite, l'application de traçage que l'Etat veut mettre en place pour le déconfinement pose de nombreux risques. Dans un premier temps, on nous dit que c'est sur le volontariat mais après ? Car uniquement sur le volontariat, ils vont nous dire qu'il n'y a pas assez de personnes connectées pour avoir des résultats efficaces. Avoir une application qui sonne à chaque personne infectée croisée est aussi un moyen de maintenir un climat de peur voir de terreur. Cette technique, si elle est mise en place, constituerait un cheval de Troie de la surveillance par le traçage de l'ensemble de la population.

Et malheureusement les médias ne joue pas leur rôle et travaillent même massivement à la propagation de ce virus de la peur.

Reporters Sans Frontières a publié son classement annuel des pays respectant la liberté de la presse. Celui qui respecte le plus la liberté de la presse c'est la Norvège. La France est classé 34ème en 2020 (elle a perdu 2 places par rapport à 2019 où elle était 32ème). Ce classement n'est pas anodin ! Il doit poser question et ouvrir des débats !

Après ces premières semaines de crise, nous observons un traitement des médias ni objectif ni utile. Les médias, à part quelques exceptions, n'ont pas valorisé des débats de fonds préférant se focaliser sur la diffusion de la parole d'Etat donnant à la crise sanitaire un aspect technique, en la déshumanisant (les morts deviennent des chiffres qu'ils affichent chaque jour) et jouant sur les peurs (avec une volonté de maintenir un climat très anxiogène).

Enfin pour conclure et pour rebondir sur l'actualité, au lieu de mettre à disposition de tous des masques gratuits et des tests gratuits, ils font le choix de restreindre les libertés individuelles et d'accroitre le « flicage », la surveillance de masse. La mise en place en ce moment de brigades « d'anges gardiens » de la CPAM et des ARS va dans ce sens. Les camarades de la sécurité sociale nous expliquent qu'ils ont des dossiers médicaux complet qui leur arrivent des médecins, ils sont très inquiets sur l'utilisation de ces données et dénoncent un contrôle social des populations. De nombreux moyens sont trouvés pour le traçage des populations mais très peu de moyens sont mis à disposition pour protéger la population, pour la protection sociale, pour les soignants…
Les évolutions sont très rapides et les conséquences multiples. La première chose à faire, nous semble-t-il est de comprendre ce qui est à l'œuvre, d'en débattre entre nous puis de l'expliquer aux travailleurs, à la population. L'ignorance des gens est le paramètre qui leur permet d'aller très vite, très loin et qui permet le plus de dérives.
Tout le monde a le droit de comprendre les véritables enjeux, et pas seulement s'arrêter à ceux que nous donnent à voir des pseudo-experts. Pour ne pas que le monde d'après soit encore pire que le monde d'avant, nous avons besoin de comprendre le monde de maintenant afin de définir là où nous voulons aller et ce que nous refusons.
Car le problème, ce ne sont pas les nouvelles technologies, par exemple, mais c'est de savoir au service de quels objectifs elles sont mises en place. Mettons-nous la technologie au service de l'intérêt général ou s'en sert-on pour mettre en place un monde du chacun pour soi, sans réelle protection ?
Mettons-nous les machines au service de l'être humain ou l'humain doit-il devenir un simple assistant des machines voire même une autre machine ?
Des réflexions approfondies doivent être menées sur la place du syndicalisme dans ces évolutions. A la base, les syndicats ont été créés pour les sociétés disciplinaires afin d'organiser collectivement les forces de résistance dans les usines. La société de contrôle ne cesse de diviser les individus, chacun se retrouvant isoler. Un individu livré à lui même est-ce la liberté ou au contraire l'abandon ? Comment les syndicats peuvent être le plus efficace dans l'intérêt d'une société plus humaniste ?
Le syndicalisme a encore son mot à dire. Il reste encore une force d'analyse et de propositions importante. Bien entendu, il va falloir affiner nos réflexions sur les évolutions en cours et sur notre place dans la société afin d'être utiles aux travailleurs. Mais aujourd'hui, il est important de lutter contre le fatalisme ambiant et les peurs qu'ils diffusent, par le dynamisme du collectif, des réflexions communes et de nos actions !
Il nous faut mettre en place un processus de mobilisation au regard de la gravité de la situation en mettant en avant nos revendications, avec des journées d'action à intervalles réguliers afin que les citoyens qui nous applaudissent au balcon, puissent nous rejoindre et qu'ensemble nous puissions gagner d'autres choix pour une autre société.